

Eric Rohan

BTS AG PME PMI Stephen Liegeard 21220 Brochon

Eric.rohan@ac-dijon.fr

Le budget et la loi de finances



Se connecter au site

<http://www.cyber-budget.fr/>

Contexte :

salle de TP Informatique, groupe de 2

Classe de BTS 1^{ère} et 2^{de} année

Cours Economie Générale , le budget, la politique budgétaire

L'étudiant est acteur, un groupe va restituer son travail en réseau sur l'ENT à l'aide du TBI et ActiveInspire.

L'enseignant complète les informations..

Il peut revenir sur des notions de cours, Keynes et la politique Budgétaire....

La vision des monétaristes Friedman, le risque inflationniste...

Eric Rohan

BTS AG PME PMI Stephen Liegeard 21220 Brochon

Eric.rohan@ac-dijon.fr

Objectifs =

- **Savoir observer**
- **Savoir analyser**
- **Savoir définir**
- **Savoir trouver l'information pertinente.**

Eric Rohan

BTS AG PME PMI Stephen Liegeard 21220 Brochon

Eric.rohan@ac-dijon.fr

Q1 Définir

Budget	
Recettes fiscales :	
Dépenses budgétaires :	
Déficit budgétaire	
TVA	
Impôt sur le revenu	
Impôt sur les sociétés	

Eric Rohan

BTS AG PME PMI Stephen Liegeard 21220 Brochon

Eric.rohan@ac-dijon.fr

Q2 A l'aide de la simulation cyberbudget

1ère étape : Distinguer les recettes des dépenses
(mode Tetris)

Dépenses	Recettes

Eric Rohan

BTS AG PME PMI Stephen Liegeard 21220 Brochon

Eric.rohan@ac-dijon.fr

2ème étape : Distinguer les dépenses financées par le budget de l'État (mode Question pour un champion)

L'élève ici est en autonomie, :

Parmi un certain nombre de dépenses, l'élève doit déterminer si elles sont ou non financées par le budget de l'État et distinguer l'État, les collectivités territoriales, les organismes sociaux et l'union européenne.

Dépenses financées par :

L'Etat	Collectivités locales	Organismes sociaux	UE

Eric Rohan

BTS AG PME PMI Stephen Liegeard 21220 Brochon

Eric.rohan@ac-dijon.fr

Éléments étudiés dans cette phase :

- TVA ;
- Impôt sur le revenu ;
- Impôt sur les sociétés ;
- TIPP ;
- Dépenses de transport et de logements
- Recettes fiscales
- Dépenses de personnels
- Versements aux collectivités territoriales
- Investissement de l'état
- Subventions ;
- Charge de la dette ;
- Contribution à l'UE ;
- Dépenses de fonctionnement de l'État ;
- Le déficit de l'État

Eric Rohan

BTS AG PME PMI Stephen Liegeard 21220 Brochon

Eric.rohan@ac-dijon.fr

Q3 Comment réagissent l'équipe et la presse ?

Comment réagit	l'équipe ?	La presse	Pourquoi ?
Taux 1 = 2 %			
Taux 2 = 3.5 %			
Taux3 = 5 %			

Eric Rohan

BTS AG PME PMI Stephen Liegeard 21220 Brochon

Eric.rohan@ac-dijon.fr



L'équipe :

La presse :



Eric Rohan

BTS AG PME PMI Stephen Liegeard 21220 Brochon

Eric.rohan@ac-dijon.fr

Q4 Quelles sont les données pour la zone euro ?



Eric Rohan

BTS AG PME PMI Stephen Liegeard 21220 Brochon

Eric.rohan@ac-dijon.fr

Taux directeur	Taux d'inflation	Croissance de la production	Croissance monétaire	Chômage	Commentaires
2 %					
3.5					
5					
7.5					

Eric Rohan

BTS AG PME PMI Stephen Liegeard 21220 Brochon

Eric.rohan@ac-dijon.fr

10					

Eric Rohan

BTS AG PME PMI Stephen Liegeard 21220 Brochon

Eric.rohan@ac-dijon.fr

Q5 Quel est le lien entre taux directeur, taux d'inflation, croissance de la production, croissance monétaire et chômage ?

Justifiez votre réponse.

Eric Rohan

BTS AG PME PMI Stephen Liegeard 21220 Brochon

Eric.rohan@ac-dijon.fr

Glossaire :

Stabilité des prix

le maintien de la stabilité des prix est l'objectif principal de l'Eurosystème. Le Conseil des gouverneurs de la BCE a défini la stabilité des prix comme une progression sur un an de l'IPCH inférieure à 2 % pour la zone euro. Il a par ailleurs précisé que, dans le cadre de cette définition, il vise à maintenir le taux d'inflation annuel à un niveau inférieur à 2 %, mais proche de ce chiffre, à moyen terme.

Stratégie de politique monétaire

approche globale de la conduite de la politique monétaire. Les principaux éléments de la stratégie de politique monétaire de la BCE sont une définition quantifiée de l'objectif principal de stabilité des prix et un cadre analytique reposant sur deux piliers, l'analyse économique et l'analyse monétaire. En outre, la stratégie comprend des principes généraux sur lesquels repose la mise en œuvre de la politique monétaire, tels que l'orientation à moyen terme. La stratégie des gouverneurs fonde son évaluation d'ensemble des risques pesant sur la stabilité des prix et ses décisions de politique monétaire. Elle fournit également le cadre nécessaire pour expliquer les décisions de politique monétaire au public.

ANNEXE POUR L'ENSEIGNANT

Eric Rohan

BTS AG PME PMI Stephen Liegeard 21220 Brochon

Eric.rohan@ac-dijon.fr

LE LIEN ENTRE INFLATION ET CHÔMAGE, FONDEMENT DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, S'EST BRISÉ

[Antoine Reverchon - Le Monde - 27/04/2010]

En 1958, l'économiste néo-zélandais Alban Phillips théorise la relation entre taux d'inflation et taux de chômage : lorsque le taux de chômage diminue, les salaires montent, et les entreprises haussent les prix pour rétablir leurs marges ; inversement, les prix baissent quand le chômage augmente. Cette relation, la « courbe de Phillips », servit aux économistes monétaristes (Milton Friedman et Robert Lucas) pour démontrer l'existence d'un « *taux de chômage naturel* » : les prix reflétant selon eux un équilibre optimum de marché, le taux de chômage qui en découle est incompressible, et la courbe de Phillips doit donc être verticale.

Une politique économique devient inflationniste (elle entraîne les prix au-delà de leur valeur réelle du marché, souvent en raison de fortes dépenses publiques) si elle cherche à faire baisser le chômage en deçà de son taux « naturel ». **Juguler l'inflation en ajustant les taux d'intérêt deviendra donc l'alpha et l'oméga des politiques économiques, inscrites dans les statuts mêmes des banques centrales, quitte à baisser les dépenses de l'Etat visant à soutenir l'emploi.**

De même, toute hausse du taux de chômage au-delà de son taux « naturel » apparaît comme le signe d'un manque de flexibilité du marché de l'emploi et de l'incapacité des institutions à fournir la main-d'œuvre nécessaire aux entreprises pour atteindre l'équilibre des prix. **Les politiques de l'emploi doivent donc chercher à lever les obstacles au bon fonctionnement du marché du travail, et rapprocher le taux de chômage effectif du taux de chômage « naturel ».**

Malheureusement, observait, graphiques à l'appui, Anatole Kaletsky, éditorialiste économique du Times lors de la conférence inaugurale de l'Institute for New Economic Thinking à Cambridge (Grande-Bretagne) le 9 avril, la courbe de Phillips est devenue, au Royaume-Uni en tout cas, horizontale depuis 1992, le taux de chômage variant fortement, indépendamment de celui de l'inflation.

Réviser les objectifs

La réalité économique est en effet allée plus vite que la théorie : dans une économie devenue globale et financiarisée, le niveau d'inflation importée et le prix des actifs financiers ou immobiliers jouent un rôle macroéconomique sans liaison avec le niveau de chômage localisé à un espace national, ou même régional. Celui-ci étant lui-même fruit de la globalisation – par l'internationalisation de la production –, et de la financiarisation – à travers la gestion de court terme classant l'emploi au passif du bilan des entreprises.

Eric Rohan

BTS AG PME PMI Stephen Liegeard 21220 Brochon

Eric.rohan@ac-dijon.fr

A Cambridge, nombre d'économistes ont appelé à une révision des objectifs des politiques menées par les banques centrales. Au-delà de l'idée, souvent avancée, de mesurer l'inflation non plus seulement sur les prix à la consommation, mais sur l'ensemble des actifs – y compris financiers – -Joseph Stiglitz (université Columbia, Nobel 2001) a suggéré que les calculs des objectifs d'inflation incluent non seulement les prix des actifs privés, mais aussi ceux des actifs publics, ou qu'ils soient calculés à l'échelle de cycles économiques, et non annuellement. Et, surtout, que l'objectif du prix d'équilibre « naturel » ne soit plus considéré comme un dogme absolu ! M. Stiglitz préconise de le remplacer par la notion d'équilibre « à terme », et de concevoir des outils de gestion des « distorsions persistantes » des prix de certains actifs.

Roman Frydman, beaucoup plus radical, estime que, dans la mesure où le prix d'équilibre n'existe pas, les banques centrales doivent s'attacher à juguler de façon opportuniste les excès « positifs » (les bulles) ou « négatifs » (les krachs), dans la mesure où tenir des objectifs annoncés à l'avance est impossible, comme le montre l'exemple de la Grèce et de la zone euro : « Les moyens financiers des Etats seront toujours inférieurs à ceux des marchés », dit-il.